

• (1810)

Le président suppléant (M. Paproski): Je déclare la motion rejetée. Nous passons à l'ordre du jour.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que le projet de loi C-62, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, le Code criminel, la Loi sur les douanes, les Tarif des douanes, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la statistique et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances; et de l'amendement de M. Turner (Vancouver Quadra) (p. 7569).

Le président suppléant (M. Paproski): Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Gloucester a la parole.

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, ce qui me frappe le plus jusqu'à maintenant dans ce débat, ce sont les déclarations des députés de l'autre côté de la Chambre.

Cela me rappelle la bande dessinée où l'on voit de temps à autre le général Bullmoose affirmer que ce qui est avantageux pour la société Général Motors est avantageux pour le pays.

En l'occurrence, le reste du monde a tort. Les entreprises, qui sont censées être avantagées par la taxe sur les produits et services, ont tort de s'opposer à la TPS. . .

Le président suppléant (M. Paproski): À l'ordre, s'il vous plaît. Le débat se poursuit. Si les députés désirent discuter d'autres sujets, ils peuvent le faire derrière les rideaux. Le député de Gloucester.

M. Young (Gloucester): Merci, monsieur le Président. Comme je le disais, si la Fédération de l'entreprise indépendante s'oppose à la taxe sur les produits et services, c'est parce qu'elle ne comprend pas ou qu'elle a des

Initiatives ministérielles

intérêts à protéger, peu importe l'excuse que peuvent invoquer les députés ministériels pour appuyer la TPS.

Quand le Congrès du travail canadien s'oppose à la taxe sur les produits et services, c'est parce qu'il ne comprend pas. Quand les chambres de commerce partout dans le pays dénoncent la façon dont la TPS est mise en application et certaines de ses conséquences, c'est parce qu'elles ne comprennent pas.

J'ai entendu le ministre en parler aujourd'hui à la Chambre, disant que la TPS aiderait beaucoup au tourisme et que le système de ristourne qui y est prévu lui serait très utile. Or, le secteur du tourisme s'est prononcé sans équivoque contre la TPS. Les députés d'en face ont une réponse toute faite: les gens ne comprennent pas. Or l'occasion se présente maintenant à la Chambre pour que le gouvernement fournisse aux Canadiens toutes les réponses et toutes les explications. Je dis au ministre des Finances qui, je le sais, veut s'assurer que les Canadiens comprennent bien sa proposition, qu'il devrait discuter avec le leader du gouvernement à la Chambre pour le persuader que tous les députés devraient avoir la chance de se prononcer dans cette assemblée et de dire exactement si, au fond, ils appuient ou non la TPS.

J'ai écouté raconter aujourd'hui comment était né le problème du déficit au Canada. Bien qu'il ait fait doubler la dette et que le déficit soit en passe d'excéder 30 milliards de dollars cette année, le gouvernement soutient que la faute en revient au gouvernement qui était au pouvoir il y a cinq, dix ou quinze ans.

Si on voulait l'étudier en détail, on pourrait vouloir connaître le montant perçu par le gouvernement du Canada en 1984 au titre de la taxe sur les ventes des fabricants, le montant perçu cette année et le montant prévu si cette taxe était restée en vigueur pendant l'année financière 1991-1992. Les Canadiens seraient stupéfaits, je pense, d'apprendre qu'en 1984, date à laquelle le gouvernement est arrivé au pouvoir, celui-ci a perçu moins de 8 milliards de dollars au titre de la taxe sur les ventes des fabricants. Aux termes de la taxe sur les produits et services, il percevra plus de 25 milliards de dollars.

Il serait intéressant pour les Canadiens et pour tous les députés de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario qui appuient la TPS d'intervenir à la Chambre pour nous en donner les raisons. Ne nous dites pas pourquoi l'opposition présente l'avenir sous de sombres couleurs et qu'elle veut tirer un avantage politique de la taxe sur les produits et services. Il me semble qu'il